

L'Afrique partenaire dans la société mondiale de l'information

Afin d'accélérer la participation et la contribution de l'Afrique aux réseaux mondiaux de l'information, le vice-président des Etats-Unis, Al Gore, a annoncé, lors de la conférence sur la société de l'information et le développement qui a eu lieu du 13 au 15 mai à Midrand en Afrique du Sud, la mise en place d'un programme quinquennal associant les secteurs public et privé, qui permettra à vingt pays africains d'accéder rapidement au réseau Internet.

Dans le cadre de ce programme, appelé l'Initiative Leland – ainsi nommé en hommage au député Mickey Leland, fervent adepte du développement, qui a trouvé la mort en 1989 au cours d'une mission humanitaire en Ethiopie – les Etats-Unis œuvreront en étroite collaboration avec ces pays afin d'analyser les changements susceptibles de créer un environnement propice à l'expansion rapide des autoroutes de l'information. «Ainsi que le savait Mickey Leland, Internet peut être un outil puissant à l'appui du développement socioéconomique de l'Afrique», a souligné le Vice-président. L'un des aspects de cette collaboration concernera la formation de

certaines catégories d'utilisateurs souhaitant gérer des sites sur le réseau mondial, notamment les médecins, les enseignants et les associations bénévoles privées.

Véritable cadre de réflexion, la conférence de Midrand a permis à une quarantaine de pays industrialisés et en développement (dont quatorze pays africains*) et une vingtaine d'organisations internationales de définir une conception commune de la société mondiale de l'information et d'analyser les besoins spécifiques des pays en développement (PVD). C'est aussi une étape significative d'un processus entamé il y a deux ans par le vice-président Gore qui avait proposé la mise en place d'une infrastructure mondiale de l'information (IMI) lors de la conférence de l'Union internationale des télécommunications, à Buenos-Aires en 1994. Le Vice-président avait alors souligné cinq principes fondamentaux pour la création de l'IMI: la participation du secteur privé, une concurrence ouverte,

*Angola, Botswana, Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Kenya, Maroc, Maurice, Mozambique, Namibie, Sénégal, Tanzanie et Zimbabwé.

une réglementation souple, la liberté d'accès et l'universalité du service. A ces cinq objectifs adoptés lors de la conférence sur l'information qui s'est déroulée à Bruxelles en 1995, les membres du Groupe des Sept – Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon – en ont ajouté trois autres: la protection de la propriété intellectuelle, la promotion de la diversité culturelle et la participation entière des PVD.

Un contexte juridique nouveau

«Le libre jeu de la concurrence s'est souvent révélé être un puissant catalyseur de talents et de création d'emplois», a noté le Vice-président. Aux Etats-Unis, la restructuration de AT&T en 1984, auparavant le plus grand monopole de télécommunications au monde, a surpris les plus ardents défenseurs de la déréglementation: le prix des communications internationales a chuté, de nouvelles entreprises ont vu le jour – et avec elles une multitude d'emplois – et AT&T est devenue plus compétitive et plus innovatrice. C'est à cette firme qu'a été confiée l'année dernière la mise en œuvre

Sommaire

<i>Politique étrangère</i>	
L'Afrique dans la société mondiale de l'information	1
Hommage à Mickey Leland	3
L'USAID: le développement reste prioritaire	4
Stupéfiants	6
<i>Relations bilatérales</i>	
Aider les jeunes démocraties	7
Les élections démocratiques: mythe ou réalité?	8
<i>Développement</i>	
Edward Jaycox: l'essor économique à portée de main	9
L'Erythrée: non à la dépendance	12
Restructurer l'aide à l'Afrique	13
<i>Démocratie</i>	
De l'Amérique à l'Afrique: le rôle des radios	14
<i>Médias</i>	
Pour une presse libre et compétente	16
<i>Echanges culturels</i>	
Des bibliothécaires africains à New York	17
<i>Livres</i>	
Récentes publications des éditions Nouveaux Horizons	18

AFRIQUE ETATS-UNIS est une publication bimestrielle des Services américains d'information et de relations culturelles (USIS), ayant pour but de faire connaître les événements politiques, économiques et culturels aux Etats-Unis ainsi que les relations entre Washington et l'Afrique. Certains articles ne reflètent pas nécessairement les points de vue du gouvernement américain, et ne peuvent être reproduits sans autorisation.

– suite de la page 1

du projet *Africa One*, qui permettra de relier en 1999 quarante et un pays côtiers d'Afrique aux autoroutes de l'information.

Toutefois, pour inciter les investisseurs à prendre des risques et stimuler la concurrence, il faut mettre en place un cadre juridique relativement souple. Le secteur américain des télécommunications est réglementé par un organisme indépendant, la Commission fédérale des communications, qui travaille en étroite collaboration avec d'autres agences relevant des départements de la Justice et du Commerce afin de lui permettre de suivre de manière précise l'évolution des conditions du marché. Les pays partenaires de l'IMI auront notamment la tâche d'abolir les structures de réglementation dépassées.

« L'IMI doit se développer de manière équitable afin que tous les peuples, indépendamment de leur statut économique, puissent tirer

parti des avantages offerts par les progrès de la technologie, notamment un meilleur accès à l'information et des possibilités accrues en matière de programmes d'enseignement et de santé, a ajouté Al Gore. Washington pour sa part continuera de rechercher les moyens susceptibles de réduire l'écart entre ceux qui ont accès à l'information et ceux qui en sont privés ». Les paramètres précis du service universel varieront d'un pays à l'autre mais « il est impératif d'une part de proposer un service de base de haute qualité à un prix raisonnable, d'autre part d'apprendre aux utilisateurs à exploiter efficacement les nouvelles techniques. »

Une contribution précieuse

M. Mickey Kantor, successeur de M. Ron Brown à la tête du département du Commerce, a incité les gouvernements des PVD à éliminer les obstacles au transfert de technologie. (M. Ron Brown, qui dirigeait à

Washington le groupe de travail sur l'IMI, a péri dans un accident d'avion en avril dernier.) La conférence de Midrand est « une occasion d'encourager les PVD à adopter une politique plus axée sur le marché et une réglementation plus concurrentielle. La seule façon de bénéficier pleinement des nouveaux moyens de communication consiste à stimuler les investissements privés et une concurrence vigoureuse. »

Dirigée par M. Joseph Stiglitz, président du Comité des conseillers économiques de la Maison Blanche, l'importante délégation américaine a montré l'intérêt soutenu de Washington pour l'Afrique. A MM. Larry Irving, secrétaire adjoint du Commerce chargé des communications, Reed Hunt, président de la Commission fédérale des communications et Mme Vonya McCann, sous-secrétaire d'Etat adjointe chargée de la politique de l'information, s'étaient joints aux nombreux responsables de grandes entreprises américaines de télécommunications. « Ces derniers ont joué un rôle essentiel lors de la conférence, a souligné M. Stiglitz. Les entreprises américaines sont à l'avant-garde de l'élaboration de l'infrastructure mondiale de l'information et, grâce à leurs compétences techniques et à leur expérience pratique, elles sont à même d'apporter une contribution précieuse à ce projet. »

Outre les discussions qui ont réuni les ministres des télécommunications, de nombreuses tables rondes ont été organisées, notamment sur les affaires et les associations civiles, auxquelles ont pris part des organismes publics, l'industrie et des organisations non gouvernementales. Six firmes américaines ont en outre participé à un vaste salon de la technologie : AT&T, International Online, Microsoft, Motorola, Worldspace et le Programme de restructuration des télécommunications d'Afrique australe (RTR). ■

Hommage à Mickey Leland

Sept ans après sa disparition tragique, George « Mickey » Leland reste vivant dans la mémoire de ceux qui l'ont connu, aussi bien à Washington qu'en Afrique. Elu au Congrès en 1978 en tant que représentant du Texas, il ne cessa de militer pour un accroissement de l'aide à l'Afrique. Il était le président fondateur de la Commission pour la faim, qui œuvre depuis 1984 à la mise en place de structures de soutien pour les organisations africaines de développement.

Fondé en 1992, le programme



de bourses qui porte son nom permet à des étudiants africains de suivre un stage de six semaines au Centre Carter de l'université Emory à Atlanta (Georgie) afin d'approfondir leurs connaissances en matière de développement.

Pendant la conférence de Midrand, M. Thabo Mbeki, vice-président d'Afrique du Sud, a tenu à saluer Mickey Leland, qui « a été pendant de longues années l'un des principaux alliés des Sudafricains aux Etats-Unis dans la lutte contre l'apartheid ». ■

L'USAID : le développement reste prioritaire

Face aux fortes compressions budgétaires imposées par le Congrès, l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) continuera sa mission, mais en recentrant ses activités. Pour répondre de manière efficace aux défis que représente l'économie moderne, M. Brian Atwood, administrateur de l'USAID, a souligné la mise en place d'un partenariat encore plus étroit avec le secteur privé, les pouvoirs publics et les organisations non gouvernementales (ONG), en précisant que l'Agence était appelée à devenir un organisme de coopération internationale plus qu'un simple programme d'aide extérieure.

«La croissance démographique, la dégradation de l'environnement, les maladies endémiques, la pauvreté et la répression politique sont autant d'obstacles au développement, a déclaré le haut responsable américain au Congrès. Alors que la

communauté internationale consacre actuellement plus de quatre milliards de dollars par an à l'aide aux réfugiés, il est impératif de maintenir les programmes d'aide car ils contribuent à prévenir les catastrophes humaines.»

Une rationalisation accrue

Depuis sa création en 1961, l'USAID est le principal organisme public chargé de mettre en œuvre les programmes d'aide du gouvernement américain. Ses grandes lignes d'action sont axées sur la protection de l'environnement, la santé, la démocratisation et l'économie de marché. Pour l'année 1997, l'Agence sollicite 5,9 milliards de dollars, soit une légère augmentation par rapport au budget en cours (5,8 milliards), dont 704 millions de dollars pour l'Afrique.

L'USAID a favorisé l'essor du secteur privé en Afrique et elle continuera à encourager la transforma-

tion politique et économique alors que les ressources destinées au développement diminuent. Ses effectifs ont été réduits de 19% au cours des trois dernières années, tant à Washington qu'à l'étranger. En 1993, l'USAID était présente dans plus de cent vingt pays et comptait quelque soixante-dix missions. D'ici à l'an 2000, le nombre de missions sera progressivement diminué et passera de quarante-trois à l'heure actuelle à une trentaine. Néanmoins, l'USAID ne se retirera pas de l'Afrique, a tenu à souligner M. Atwood. De nouveaux mécanismes seront mis en place pour coordonner des programmes communs avec d'autres pays donateurs afin de maximiser les ressources.

Lors des récentes grandes conférences internationales, un vif consensus s'est dégagé en faveur d'un développement durable intégré. Il semble désormais possible de bâtir une communauté mondiale au sein de laquelle le rapport entre les

Des solutions africaines

«La fin de la guerre froide offre des possibilités sans précédent à l'Afrique. Pour la première fois dans l'histoire moderne, les Africains peuvent choisir leur propre destinée et mener à terme le mouvement d'indépendance ébauché il y a une trentaine d'années. Les Etats-Unis, et l'USAID en particulier, ont un rôle crucial à jouer pour aider les pays du continent dans cette voie», a affirmé M. John Hicks, administrateur adjoint de l'USAID pour l'Afrique, récemment nommé ambassadeur des Etats-Unis en Erythrée.

Les programmes novateurs de l'Agence en Afrique dénotent une approche multiple et régionale qui est l'aboutissement d'une étroite consultation avec les Afri-

cains et les autres partenaires du développement, a-t-il ajouté. La participation de l'USAID à la mise au point de nouvelles techniques agricoles, à la libéralisation des marchés et à l'établissement d'un système d'alerte rapide a permis d'éviter des catastrophes dans la région du Sahel, en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Les investissements dans les petites entreprises ont contribué à la diversification de l'économie, accru les recettes en devises et créé des centaines d'emplois pour les Africains à travers le continent. D'autres programmes ont permis d'améliorer l'accès à l'enseignement et ont favorisé la baisse du taux de natalité et une participation accrue des femmes au processus de développement.

☞ populations et les ressources est plus équilibré et où les peuples participent davantage au processus de développement.

Encourager la concertation

Pour relever ces défis, l'USAID souhaite améliorer la coordination entre les donateurs, et encourager la participation du secteur privé et la concertation entre les gouvernements et les ONG. Un plus grand pouvoir de décision sera accordé au personnel sur le terrain, aux ONG des pays d'accueil ainsi qu'aux ultimes bénéficiaires de l'aide. En outre, l'accent sera mis sur les investissements à long terme. Dans les pays

les moins favorisés, où les conditions indispensables au développement durable ne sont pas encore en place, l'USAID maintiendra des programmes qui nécessiteront vraisemblablement le déploiement d'une mission.

Dans les pays en transition, comme Haiti et l'Afrique du Sud, l'Agence œuvrera au renforcement des institutions indispensables à la démocratie et au libre marché et « maintiendra ses missions jusqu'au retour de la stabilité ».

Afin d'accélérer les progrès déjà enregistrés dans les économies en transition, l'Agence envisage la création d'un bureau des marchés

naissants, où seront réunies les capacités techniques nécessaires au renforcement des marchés de capitaux, et qui servira de point de liaison avec les autres organes de promotion commerciale au sein du gouvernement américain.

Enfin, dans les pays où la présence de l'USAID sera limitée, l'Agence est résolue à contribuer au règlement de problèmes spécifiques, notamment en ce qui concerne la conduite des affaires publiques, l'environnement et la croissance démographique, domaines pour lesquels il sera fait particulièrement appel aux ONG et au secteur privé.

Investir dans le capital humain

Ces progrès risquent toutefois d'être annulés si l'USAID n'a pas les moyens de maintenir ses programmes, a affirmé M. Hicks au Sénat. Il est impératif en particulier de renforcer la lutte contre le sida et de gérer plus efficacement la prévention des crises et la solution des conflits. L'USAID, en encourageant la coopération régionale, joue un rôle primordial dans ce domaine. Par exemple, les nouvelles variétés de maïs, millet et sorgho mises au point avec l'aide de l'Agence, l'ouverture accrue des marchés agricoles et l'établissement d'un réseau régional de transport ont permis aux pays d'Afrique australe de ne pas faire appel aux secours alimentaires des pays donateurs. Ceci est un contraste frappant avec la sécheresse de 1992 qui avait nécessité une aide de plus de 800 millions de dollars du gouvernement américain.

L'USAID doit également intensifier ses efforts pour donner à l'Afrique les moyens de se développer. « Un aspect important du développement consiste à trouver des solutions véritablement africaines aux problèmes du continent. Il faut par conséquent mettre davantage l'accent sur le développement des capacités des Africains en faveur des innovations et du changement », a souligné John Hicks. Des Africains ont déjà pris plusieurs initiatives dans ce sens. Ainsi a été créé, avec l'appui de l'USAID, le Réseau de l'entreprise en Afrique de l'Ouest, qui réunit des chefs d'entreprise soucieux de mieux structurer le secteur privé et lui permettre de devenir un interlocuteur crédible auprès des pouvoirs publics. Un autre groupe, le Consortium africain de recherche économique, favorise le dialogue sur la politique nationale dans plusieurs pays.

Une aide intégrée

Certaines nations progressent vers le ^{xxi}e siècle en tant que partenaires de la communauté mondiale conscientes de leurs responsabilités, et l'USAID privilégiera des stratégies permettant d'accélérer les progrès de ces pays jusqu'à ce qu'ils soient autosuffisants, a déclaré M. Hicks. En ce qui concerne les pays en proie à une crise, tels le Libéria, la Somalie, le Rwanda et le Burundi, il faudra chercher à éliminer les causes profondes de ces crises.

En premier lieu, l'USAID cherchera à accroître la coordination entre les donateurs. Dans le cadre du Programme spécial d'assistance à l'Afrique de la Banque mondiale, l'Agence a pris l'initiative d'étudier les réformes économiques et politiques en Afrique et analyser les moyens d'assouplir les programmes d'ajustement pour les plus démunis.

Deuxièmement, l'Agence attachera une plus grande importance à l'intégration de l'aide alimentaire, de l'aide humanitaire et de l'aide au développement. Il ne suffit pas de répondre aux besoins en secours alimentaires – symptômes du sous-développement et de l'instabilité – il faut utiliser plus efficacement l'aide humanitaire afin de trouver des solutions aux causes véritables des pénuries.

« L'Afrique est le dernier continent à accéder au développement et les Etats-Unis doivent continuer à lui apporter leur aide », a souligné M. Hicks. « Le rétablissement des crédits du Fonds de développement de l'Afrique demandé par le président Clinton reflète l'importance du continent pour les Etats-Unis, et montre que le gouvernement américain est déterminé à soutenir la transformation économique, sociale et politique des pays africains. » ■

Washington intensifie la lutte contre la drogue

Dans le cadre de la stratégie nationale contre le trafic de la drogue récemment présentée au Congrès, le président Clinton sollicite des crédits de 15 milliards de dollars pour financer les programmes antidroque pendant l'année budgétaire 1997, dont plus de 400 millions de dollars pour les opérations internationales, soit une augmentation de 25% par rapport à 1996.

Grâce aux mesures prises par le gouvernement américain, le nombre de toxicomanes a baissé de trente pour cent aux Etats-Unis depuis 1992. « Nous avons aussi frappé durement les réseaux internationaux qui importent de la drogue sur le territoire américain », a souligné Bill Clinton. La plupart des dirigeants du cartel de Cali en Colombie ont été arrêtés, et la collaboration qui s'est établie entre les Etats-Unis, le Pérou et d'autres pays voisins a fortement perturbé le commerce de la cocaïne dans plusieurs régions.

Six pays à l'index

Ainsi que le prévoit la loi sur l'aide à l'étranger, le président Clinton a procédé à l'examen annuel des trente et un pays considérés comme étant mêlés à la production ou à l'exportation de la drogue. Le Président a en effet l'obligation de certifier au Congrès que les pays bénéficiant de l'aide financière des Etats-Unis participent à l'effort international de lutte contre les trafiquants et ont pris des mesures pour appliquer la Convention contre le trafic de stupéfiants adoptée par l'Organisation des Nations Unies en 1988. Les pays qui ne figurent pas sur cette liste sont sanctionnés financièrement. Ils perdent

notamment une partie de l'aide américaine ainsi que le soutien des Etats-Unis au sein des banques multilatérales de développement. Cette année, l'Afghanistan, la Birmanie, la Colombie, l'Iran, le Nigéria et la Syrie, pays qui restent les plus importants producteurs et fournisseurs mondiaux de stupéfiants, ont été rayés de la liste.

« Les décisions du président Clinton ont été prises en fonction de critères rigoureux », a affirmé M. Robert Gelbard, secrétaire d'Etat adjoint chargé de la lutte contre la criminalité, en soulignant que la lutte contre les stupéfiants demeurerait un élément important de la politique étrangère américaine et des relations bilatérales entre Washington et les pays producteurs ou transitaires. « La répression du trafic de drogue ne pourra aboutir que si ces pays prennent des mesures efficaces et joignent leurs efforts à ceux de la communauté internationale. »

Les initiatives mises en œuvre sur le plan mondial seront renforcées, a pour sa part déclaré au Congrès le général Barry McCaffrey, nouveau responsable de la politique américaine de lutte contre les stupéfiants. Lors de sa nomination par le président Clinton en janvier dernier, le général McCaffrey avait annoncé que des partenariats plus étroits que par le passé seraient établis. L'interdiction aérienne mise en place en Amérique du Sud a obligé les trafiquants à modifier leurs modes de transport. Un tiers de la cocaïne produite dans cette région est intercepté avant son arrivée à destination. En outre, plusieurs pays d'Asie ont pris des mesures pour arrêter les

dirigeants du trafic d'héroïne et les extradier aux Etats-Unis.

S'attaquer en priorité au recyclage de l'argent

Selon l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), la ratification universelle et l'application de la Convention de 1988 sur le trafic illicite des stupéfiants restent nécessaires, mais à long terme la communauté internationale devra mettre en place un dispositif légal pour combattre les cartels de la drogue et le blanchiment des fonds. A ce jour, seulement cent vingt et un pays et les nations de l'Union européenne sont signataires de la Convention de 1988. « De nombreux pays ne s'acquittent pas de leurs obligations en vertu de ce traité, notamment en ce qui concerne la saisie de fonds et de biens, l'assistance légale mutuelle et l'extradition des trafiquants », a précisé M. Herbert Okun, représentant des Etats-Unis auprès de l'OICS.

Les pays africains servent de plus en plus souvent de route de transit, indique l'OICS dans son dernier rapport, et ces derniers doivent resserrer leur collaboration avec les autres nations afin de lutter plus efficacement contre les narcotrafiants. La cocaïnomanie semble s'accroître en Afrique occidentale ainsi qu'en Afrique du Sud, où les saisies de cocaïne ont fortement augmenté ces dernières années.

Le gouvernement nigérian, qui a arrêté huit trafiquants et demandé une enquête sur leurs ressources financières, a fait un premier pas important dans la lutte contre le trafic de la drogue, souligne l'OICS. ■

Aider les jeunes démocraties

Malgré les pressions des républicains au Congrès pour réduire l'aide à l'étranger, Washington doit continuer à appuyer les efforts de démocratisation constatés dans le continent africain. C'est l'avis qu'ont exprimé plusieurs personnalités lors d'un débat sur les élections en Afrique à la Chambre des représentants. Outre M. George Moose, secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires africaines, M. Herman Cohen, principal conseiller à la Global Coalition for Africa (Coalition mondiale pour l'Afrique), et M. Willie Lamouse-Smith, universitaire ghanéen, ont apporté leur témoignage en faveur de l'Afrique.

Certaines irrégularités – le trucage des élections, la fraude électorale ou même des actes d'intimidation – ont été constatées dans un trop grand nombre de pays, a convenu M. Cohen, qui a précédé M. Moose aux Affaires africaines, et certains pays africains ont un long chemin à parcourir avant de devenir de véritables démocraties.

Néanmoins, « les résultats obtenus ces cinq dernières années sont pour la plupart dignes du soutien des Etats-Unis et des autres bailleurs de fonds ».

Il est certain que le passage du monopartisme à la démocratie ne peut être instantané, a noté Herman Cohen, en commentant une étude réalisée par la Coalition mondiale pour l'Afrique. Cette analyse, qui porte sur l'évolution politique de neuf pays – Cameroun, Ethiopie, Ghana, Mali, Mozambique, Nigéria, Ouganda, Tanzanie et Zambie – aborde les

principaux problèmes auxquels se heurtent les nouvelles démocraties.

La participation à la vie politique –

La population sera d'autant plus convaincue que des changements ont lieu si elle peut participer à la vie du pays et qu'aucun groupe ethnique, religieux ou régional n'a le sentiment d'être exclu. Les récentes tentatives de décentralisation, en particulier en Afrique du Sud, en Ethiopie et au Mali, méritent par conséquent d'être soutenues.

Ethnicité – Il faut aborder ouvertement la question de l'ethnicité, non pas l'occulter. « Rechercher une identité en exprimant son ethnicité ou sa religion n'est pas un phénomène spécifique à l'Afrique », a fait remarquer Herman Cohen. La transition politique sans violence a plus de chances d'aboutir si l'on tient compte des considérations ethniques lors du partage du pouvoir et de l'accès aux ressources.

Les institutions civiques – Les associations d'intérêt commun, qu'elles soient religieuses, féminines ou professionnelles, sont nécessaires au bon fonctionnement de la démocratie, car une société civile dynamique dotée d'institutions multiples doit servir de contrepoids aux pouvoirs publics.

Les assemblées législatives – Contrairement aux organes sans pouvoir de décision qui caractérisent le monopartisme, les assemblées législatives,

représentatives de plusieurs partis politiques, jouent un rôle essentiel dans la démocratie. Des initiatives telles que la création de l'Institut des affaires économiques du Ghana – qui reçoit une aide de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) – et dont la mission est de donner une formation aux membres du parlement, favorisent la contribution de parlementaires compétents et informés au débat et à l'élaboration de projets de loi ou d'amendements.

Les partis politiques – De nombreux partis politiques font preuve d'immaturité, qu'il s'agisse des partis au pouvoir depuis longtemps ou de ceux de l'opposition. Très souvent, « ces derniers n'ont pas de projet de société » et leur principal objectif est de s'emparer du pouvoir. « Il est à espérer que le National Endowment for Democracy continuera à être financé afin que l'Institut démocrate national et l'Institut républicain national puissent continuer leur collaboration avec les partis politiques africains. »

Les forces armées – L'armée est un élément essentiel de la tradition démocratique, et il existe une différence considérable entre un soutien militaire en faveur d'une Constitution démocratique et le fait de servir une dictature, a soutenu M. Cohen. Il est souhaitable, a-t-il ajouté, que les membres des forces armées apprennent à devenir les gardiens des droits des citoyens et suivent une formation appropriée.

Les élections démocratiques : mythe ou réalité ?

«L'incapacité des régimes autoritaires africains de stopper ou d'inverser le déclin économique et d'instaurer la stabilité politique a fortement contribué à la contestation dont ils sont l'objet», a pour sa part déclaré M. Lamouse-Smith, professeur d'histoire afro-américaine à l'université du Maryland, en soulignant que la lutte pour le changement en Afrique émanait des Africains eux-mêmes.

Depuis la fin de la guerre froide, les «voix réclamant la démocratie se sont fait plus nombreuses, notamment dans les médias, les syndicats, les associations d'étudiants mais aussi parmi les commerçants, les chefs d'entreprise, les membres de l'opposition politique, les chefs religieux, les militants pour les droits de l'homme et les écrivains». De 1990 à 1996, des élections multipartites ont été organisées avec succès dans trente-quatre pays africains. A l'heure actuelle, la plupart des nations du continent sont prêtes à s'engager sur la voie de la démocratie et du développement durable.

Plusieurs organismes dirigés par des Africains consacrent une grande partie de leurs activités à la promotion de la démocratie sur le continent, a fait remarquer l'universitaire. C'est le cas de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique qui, sous la conduite de M. Adebayo Adedeji, ancien secrétaire exécutif, a effectué des études approfondies concernant les conséquences des régimes dictatoriaux sur la vie économique et politique du continent. L'Organisation de l'unité africaine, par l'intermédiaire de son secrétaire général M. Salim Ahmed Salim, a su persuader les Etats membres d'être plus sensibles aux appels au pluralisme et à la nécessité d'élec-

tions nationales. Le Forum des dirigeants africains, fondé par le général Olusegun Obasango, ancien chef d'Etat nigérian, a pour sa part encouragé le retour à la démocratie. Les élections démocratiques en Afrique sont une réalité, qui a été longtemps réclamée par les citoyens, affirme M. Lamouse-Smith, mais le soutien extérieur aux efforts de démocratisation du continent vient en grande partie des Etats-Unis. Plusieurs organisations non gouvernementales ont notamment contribué à jeter les fondations de la démocratie en Afrique :

- **La Coalition mondiale pour l'Afrique**, qui coordonne des dons internationaux destinés notamment à améliorer la conduite des affaires publiques.

- **L'African-American Institute (AAI)**, qui par l'organisation de séminaires sur le règlement des conflits et l'envoi d'équipes d'observateurs électoraux, a élargi le dialogue sur la démocratisation et la paix.

- **La Fondation internationale des systèmes électoraux (IFES)**, dont

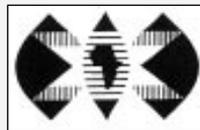
la mission consiste à transmettre les connaissances techniques nécessaires à l'organisation d'élections. Elle envoie également des scrutateurs électoraux en Afrique et dans d'autres régions.

- **Le Centre Carter**, fondé par l'ancien président Jimmy Carter, œuvre depuis 1982 à la promotion du développement et de la démocratie. Il apporte notamment son concours au règlement des conflits et organise des missions pour surveiller le déroulement d'élections dans plusieurs pays.

L'USAID joue un rôle prédominant en Afrique, car elle aide les pays à se développer et à retrouver le chemin de la démocratie, a précisé M. Lamouse-Smith. «La démocratisation du processus électoral dans le continent, surtout lorsqu'elle est appuyée par des organismes comme l'USAID, ainsi que l'AAI, l'IFES ou le Centre Carter a eu plus de réussites que d'échecs, et les initiatives de Washington à cet égard doivent se poursuivre, car ce sont des investissements fructueux.» ■

UN CONSENSUS POLITIQUE POUR L'AFRIQUE

Créée en 1991, la Coalition mondiale pour l'Afrique (GCA) est un forum intergouvernemental per-



mettant aux dirigeants politiques africains, bailleurs de fonds et institutions multilatérales de débattre des priorités de l'Afrique en matière de développement socioéconomique. Les principaux cadres d'action de la GCA concernent la bonne gestion des affaires publiques et la démocratie; la population, l'environnement et l'agriculture; l'intégration régionale et

l'instauration d'un climat favorable au secteur privé. Deux grands thèmes d'étude ont été choisis pour

1996: les obstacles à la croissance économique et le processus de transition politique.

Avec un mandat renouvelé pour cinq ans en décembre 1995, la GCA a six présidents dont trois hommes d'Etat africains: le président Ketumile Masire du Botswana, l'ancien président Nicéphore Soglo du Bénin et le Premier ministre Zenawi Meles d'Ethiopie. ■

Edward Jaycox : l'essor économique à portée de main

M. Edward Jaycox, qui a consacré la plus grande partie de sa carrière au développement, a quitté fin mars ses fonctions de vice-président pour l'Afrique à la Banque mondiale.

Diplômé de l'université Yale à New Haven et de l'École des affaires internationales de l'université Columbia à New York, où il s'est spécialisé dans le développement économique de l'Afrique, Edward Jaycox est entré au service de l'institution en 1964. Il a pris un certain nombre d'initiatives importantes qui ont élargi le rôle de la Banque et celui de ses partenaires africains. On lui doit notamment la création du Programme spécial d'assistance pour l'Afrique (SPA), groupe de vingt et un donateurs qui se réunissent tous les six mois pour aider certains pays à renforcer leurs programmes de réformes politiques et économiques, de la Coalition mondiale pour l'Afrique, association regroupant des dirigeants africains et des bailleurs de fonds internationaux, ainsi que le renforcement du Programme spécial pour la recherche agricole en Afrique (SPAAR). L'économiste n'a jamais hésité à faire la critique de certaines politiques mises en œuvre par les donateurs ou les nations africaines lorsqu'il estimait que celles-ci entravaient le développement.

Avant son départ, il a livré les impressions que lui inspire sa longue expérience du continent africain.

Vous avez dit à maintes reprises dans le passé que le secteur privé était le moteur du changement dans les pays en développement et plus particulièrement qu'il était la principale source de création d'emplois mais aussi le premier financier de l'Etat. Etes-vous toujours de cet avis ?

Le secteur public en Afrique est rapidement devenu pléthorique et il a fait faillite. Il est évident que le continent a pris un retard considérable précisément parce que le secteur privé est le moteur de la croissance partout dans le monde.

Dans la plupart des pays africains, le secteur privé n'a pas été autorisé à jouer le rôle qui aurait dû lui revenir dans le développement. Ceux qui lui ont accordé ce rôle, comme le Kenya, ont amélioré leur situation économique. Il ne fait aucun doute que le secteur privé est l'élément manquant dans l'équation du développement en Afrique.

On compare souvent l'Afrique à l'Asie du début des années soixante-dix. Un pays comme le Nigéria peut-il parvenir à la réussite économique de la Corée du Sud par exemple, ou bien y a-t-il des raisons géographiques ou autres qui excluent d'avance une telle réussite ?

J'étais en charge des pays de l'Asie de l'Est avant que ne me soit confiée la région Afrique à la Banque mondiale. Les pays est-asiatiques, qui sont partis de rien, constituent maintenant une menace sérieuse pour la balance commerciale des Etats-Unis. Il est vrai que des politiques peu judicieuses, une mauvaise gestion, des situations de monopoles et des coups militaires ont considérablement affaibli l'Afrique. Mais je reste convaincu que les Africains réussiront comme les Asiatiques à redresser l'économie de leurs pays. La question est de savoir s'ils sont en mesure d'y parvenir rapidement. Il ne faut pas

négliger le fait que les gens sont en colère. Leurs espérances sont grandes mais ils considèrent le développement comme un jeu à somme nulle. En outre, certaines populations se sont regroupées en ethnies. Tout cela rend la situation plus hasardeuse. Nous assistons à des transformations politiques et économiques profondes, certaines sont bien gérées, d'autres non.

Quel événement historique a le plus marqué la Banque mondiale ? La fin de la guerre froide a-t-elle eu le même impact sur les pays débiteurs et les bailleurs de fonds que sur la classe politique en général ?

La guerre froide a véritablement été un événement historique pour ma génération. Pour les Africains, comme pour les autres nations en développement que l'Est et l'Ouest considéraient comme des pions sur l'échiquier, la guerre froide s'est traduite par une dépendance de leurs gouvernements à une

puissance étrangère, et cette dépendance s'est faite au détriment des populations. Les choses ont changé et les gouvernements concernés vont devoir s'acquitter des promesses qu'ils ont faites dans le domaine économique. En sont-ils capables, alors que leur situation s'est affaiblie ? Certains d'entre eux traversent une période très difficile.

Certains décideurs estiment qu'en raison de leurs contraintes budgétaires, les Etats-Unis ne peuvent plus contribuer aux organisations multilatérales comme la Banque mondiale. Qu'en pensez-vous ?

L'argument selon lequel la Banque mondiale coûte trop cher à Washington est erroné. Certains hommes politiques se sont emparés de cette idée sans savoir ce qu'il en est exactement. En tant que représentant de la Banque, je n'étais pas autorisé à prendre la parole au Congrès, mais maintenant je compte le faire afin de rectifier cette absurdité.

Certains hommes politiques prétendent que la Banque mondiale ne sert plus à rien, mais ce n'est certes pas l'avis des industriels américains. J'ai appuyé la candidature de la Chine lorsqu'elle a souhaité devenir membre de la Banque, et les échanges commerciaux avec ce pays sont maintenant considérables. Qui a été en Chine avant que le secteur privé n'en ait eu le courage ? Qui a fait entrer l'Indonésie, alors sous le régime de Sukarno, dans l'économie mondiale ? Qui a tiré la Malaisie de ses guerres tribales et l'a aidée à devenir un partenaire commercial fiable ?

La Banque mondiale a non seulement créé ces marchés mais leur a permis de s'intégrer à l'économie mondiale. Le secteur

privé, lui, ne voulait pas s'y risquer.

Les hommes politiques qui prétendent que la Banque ne sert plus à rien ont la mémoire courte. Maintenant, la Russie, la République Tchèque, les Balkans, l'Afrique du Sud ont besoin de la Banque. Sans son aide, ces pays ont peu de chances de bénéficier de la prospérité mondiale. Les hommes politiques qui ne connaissent pas l'Histoire ne méritent pas d'être en charge des affaires publiques.

Vous revenez d'un voyage au Ghana, pays dont on loue les efforts de réforme. L'économiste ghanéen George Ayittey déclare pour sa part que l'économie du pays est délabrée. Quelle est votre interprétation ?

Je ne crois pas que l'économie ghanéenne soit délabrée. Il est vrai que la situation pourrait être meilleure. La Banque considère le Ghana d'un oeil critique car l'inflation est toujours de 60% et le gouvernement ne maîtrise pas encore ses dépenses, ce qui a des répercussions sur l'investissement. Le pays a néanmoins un taux de croissance de 5 à 6%. Le problème, c'est que ce taux n'est pas suffisant pour faire reculer la pauvreté, d'autant plus que la croissance démographique est de 3%. Les Ghanéens ont raison de dire qu'ils ne profitent pas de ce redressement économique. Mais cela risque de continuer à moins que le pays ne parvienne à une croissance de 8 ou 9%.

Dans l'ensemble, de nombreux pays africains ont de bonnes perspectives d'avenir. Les Africains vont pouvoir maîtriser la situation. Les monopoles de l'information éclatent peu à peu. Le secteur privé est en expansion. La société civile revient à la vie. C'est la raison pour laquelle le président Rawlings accorde une importance prépondérante à l'économie.

Selon la formule d'un programme récent de la Banque mondiale, la réduction durable de la pauvreté doit être l'objectif principal de toute stratégie de développement. Ce thème ne serait-il pas en fait un leitmotiv ? Qu'est-ce qui diffère maintenant d'il y a dix ans ?

Avant que Robert McNamara n'arrive à la présidence, la Banque mondiale n'avait ni la prétention ni l'audace de se fixer un objectif aussi élevé. La crise du pétrole dans les années soixante-dix a bouleversé la donne. Dix ans plus tard, la crise a aggravé la dette de nombreux pays en développement qui importaient du pétrole à des prix en hausse constante.

Dans les années quatre-vingts, les réunions annuelles de la Banque avaient pour but de trouver des solutions à la crise financière suscitée par le surendettement de ces nations.

L'allègement de la dette est un sujet de préoccupation continuel pour les donateurs, les institutions multilatérales et pour les pays débiteurs. Si une telle décision intervenait, pourrait-elle être décisive pour la restructuration économique ?

Il est certain que le problème de la dette en Afrique est grave et il constitue un obstacle au redressement et à la viabilité des économies. Il faut souligner que ce problème n'est pas lié pour l'essentiel à un surendettement mais au fait que les pays débiteurs ne peuvent plus rembourser leurs créanciers, et les intérêts s'accumulent.

Actuellement, plus de la moitié de la dette des pays africains est due au fait que les pays sont depuis quelques années dans l'impossibilité de rembourser leurs intérêts par suite de l'effondrement des cours des produits de base et d'une mauvaise gestion économique. Selon les règles de la Banque

mondiale, les intérêts de retard ne peuvent pas être annulés, et ils s'accumulent à un taux supérieur à 8%. Or, aucun pays en Afrique n'a une croissance économique de 8%; par conséquent, la dette croît plus rapidement que l'économie.

Il faut donc changer cette règle. En fait, la Banque mondiale est une sorte de tribunal de commerce qui injecte des capitaux en Afrique afin de résorber la dette. Il faut dire les choses clairement : nous prenons l'argent des contribuables des pays donateurs et nous l'injectons en Afrique. Comment les Africains vont-ils rembourser cet argent ?

Ainsi que certains représentants de la Banque l'ont suggéré, on pourrait déterminer pour chaque pays le montant de l'allègement nécessaire, et la Banque rachèterait ces créances. Ceci permettrait à tout le moins d'évaluer si les pays concernés ont la volonté de poursuivre les réformes engagées. Dans l'affirmative, la Banque annulerait les intérêts dus. Cela présente un double avantage : des capitaux seraient mobilisés non pas pour résorber la dette mais pour créer ou agrandir des écoles. Cela doit se faire, c'est une question de temps.

Votre longue carrière à la Banque mondiale vous a-t-elle apporté de grandes certitudes, ou bien le drame humain, en termes de besoins économiques, échappe-t-il à toute solution systématique ?

Après toutes ces années, une chose est particulièrement claire pour moi : il existe un potentiel considérable de croissance dans le monde. L'être humain a une remarquable aptitude pour le développement et une volonté non moins grande d'améliorer son bien-être. Il est aussi capable de grands sacrifices pour la collectivité à laquelle il appartient.

Les Africains peuvent mettre fin au déclin de leurs économies. La Banque jouit de la confiance de leurs dirigeants, et il existe maintenant un solide forum où sont débattus les problèmes économiques du continent. L'idée selon laquelle certains pays africains sont voués à l'échec a été réfutée par la Banque et il s'est avéré qu'elle était tout à fait irrationnelle.

Par conséquent, une réalité s'impose : l'Afrique va réussir. Elle va s'intégrer à l'économie mondiale et devenir un partenaire commercial à part entière.

Vous quittez la Banque mondiale au bout de trente ans après avoir occupé le poste de vice-président de la région Afrique pendant onze ans. Quelle est votre plus grande satisfaction et quels conseils donneriez-vous à vos successeurs ?

C'est sans aucun doute le fait que la Banque se soit véritablement engagée à aider l'Afrique à résoudre ses problèmes économiques, et qu'elle ait fait figurer le continent au nombre de ses priorités. C'était risqué parce que les difficultés étaient non seulement nombreuses mais importantes, et on pouvait perdre la partie. Mais la décision a été prise, par moi et par le président James Wolfensohn.

Quels sont vos projets pour l'avenir immédiat ?

Je souhaite continuer à travailler pour l'Afrique. Je quitte la Banque mais je vais travailler pour l'Afrique à temps plein, en particulier pour une fondation qui se consacre au renforcement des capacités – Transparency International, à Harare (Zimbabwe) – et pour la Coalition mondiale pour l'Afrique, dont je suis le fondateur. ■

DEUX NOUVEAUX VICE-PRÉSIDENTS POUR L'AFRIQUE

La succession de M. Jaycox est assurée par deux vice-présidents. **M. Callisto Madavo**, économiste de nationalité zimbabwéenne, associé à la Banque mondiale depuis 1969, chapeaute les pays d'Afrique orientale et australe. Entré en fonction auprès de l'institution en 1980 en qualité de conseiller, **M. Jean-Louis Sarbib**, de nationalité française, est responsable de la région centrale et occidentale du continent.

Outre la division géographique des responsabilités, les deux vice-présidents se partagent les divers programmes mis en œuvre par la Banque mondiale. M. Sarbib est chargé de l'initiative visant à renforcer les capacités qui a été mise en œuvre en octobre 1995, de la Coalition mondiale pour l'Afrique et du Programme spécial pour la recherche agricole en Afrique (SPAAR). M. Madavo est responsable du Programme d'assistance spécial pour l'Afrique (SPA), de l'Initiative des Nations Unies pour l'Afrique et des relations avec les institutions africaines, notamment la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, la Banque africaine de développement et l'Organisation de l'unité africaine.

L'Erythrée : non à la dépendance

par Judith Matloff

Par une chaleur torride, un groupe de jeunes cassent des pierres pour caillouter une route détruite par les tirs de roquettes. A quelques kilomètres de là, des retraités surveillent la pose de rails rouillés qui serviront à la reconstruction d'une voie de chemin de fer, recevant un repas pour tout salaire. Ce ne sont pas seulement des pierres que les Erythréens font voler en éclats, mais le schéma traditionnel de développement des pays africains.

Après trente années de guerre contre l'Éthiopie, l'Erythrée affiche résolument sa volonté de rebâtir la nation sans céder aux diktats des bailleurs de fonds occidentaux. Expérience d'autant plus ambitieuse qu'elle a lieu dans un continent très pauvre. Selon certains commentateurs, c'est un modèle générateur d'espoir dont de nombreux pays africains pourraient s'inspirer pour mettre un terme à leur dépendance. « Les Erythréens remettent en question les modalités de l'aide. Ils nous contraignent à envisager les choses sous un autre angle », déclare Martyn Ngwenya, représentant des Nations Unies en Erythrée.

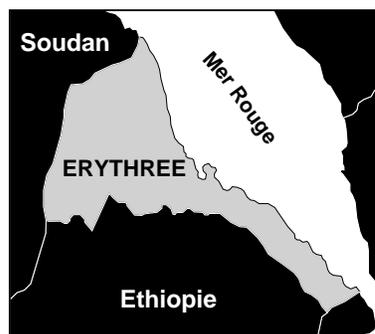
Ce petit pays de trois millions d'habitants retentit du vacarme des travaux de construction, effectués pour la plupart par des bénévoles ou des soldats démobilisés. Dans l'avenir immédiat, il faut utiliser la main-d'œuvre que constitue la multitude des sans-emploi pour construire des routes et des logements à loyer modéré, poser des câbles de téléphone et planter des arbres.

Les sacrifices consentis n'épar-

gnent aucune catégorie de la population, phénomène rare dans un continent où la corruption, les dessous-de-table et le vol sont monnaie courante. Plusieurs ministres n'ont reçu aucun traitement depuis le référendum de 1993, qui avait conduit au pouvoir le Front populaire pour la démocratie et la justice (FPDJ) deux ans après la victoire contre l'Éthiopie.

Les Erythréens ont une explication à cela : rejeté par le bloc soviétique, les pays occidentaux et les États arabes alors qu'il luttait pour l'indépendance, le Front populaire de libération de l'Erythrée (ancien nom du FPDJ) a dû sa survie à son autosuffisance. Il est devenu l'une des forces de rébellion les plus unies et disciplinées de toute l'histoire moderne. L'armée a mobilisé des fonds pour construire ses propres usines où tout, pratiquement, pouvait être fabriqué, des sandales en plastique comme des armes. Ce sens de l'autonomie et une certaine méfiance envers le monde extérieur ont survécu à la guerre.

« Les organisations financières internationales se sont figées dans une attitude conformiste, remarque le ministre des Finances Haïlé Woldense. Nous avons notre propre façon de voir les choses, qui est liée à l'histoire de notre nation. » La volonté d'établir un véritable partenariat avec les donateurs et de faire sortir la population de la pauvreté tout en favorisant les investissements privés et étrangers est l'une des manifestations de cette démarche. Le gouvernement érythréen a refusé plusieurs



projets de construction proposés par des organismes d'aide étrangers, estimant qu'il serait meilleur marché de faire appel à un personnel local. Il a

également décliné une offre de 75 millions de dollars de pays européens destinée à la construction d'une route, car seuls les riches en auraient tiré avantage.

La tâche qui attend la jeune nation est immense. Il n'existe pratiquement aucune infrastructure ni institution. Il n'y a pas de routes convenables, pas de services de télécommunications ni de secteur commercial privé, et la fonction publique n'a pas de personnel qualifié. Par ailleurs, il faut trouver du travail à 60 000 soldats démobilisés et 500 000 réfugiés venant du Soudan.

L'Erythrée est encore très pauvre, mais certains observateurs sont convaincus du potentiel de croissance du pays. « Je connais cette région de l'Afrique depuis 35 ans, et l'Erythrée est unique. L'abnégation de ses citoyens et leur confiance en l'avenir sont remarquables », affirme Robert Houdek, ambassadeur des États-Unis en Erythrée.

Pourquoi la politique de l'Erythrée semble-t-elle réussir ? Le gouvernement, qui jouit d'une grande popularité, a su mobiliser l'enthousiasme de la population après l'accession à l'indépendance. En outre, contrairement à de nombreux autres pays africains, la corruption est réprouvée. Et contrairement à son voisin soudanais, ravagé par la guerre civile, chrétiens et musulmans coexistent pacifiquement. ■

Restructurer l'aide à l'Afrique

Alors que le problème de la dette s'aggrave en Afrique, l'Organisation des Nations Unies et la Banque mondiale ont lancé un vaste programme destiné à accélérer le développement dans le continent. Cette initiative « sans précédent », qui mobilisera la plupart des agences des Nations Unies et 25 milliards de dollars sur dix ans, s'articule autour de plusieurs thèmes, plus particulièrement l'amélioration de l'enseignement et des services de santé. L'objectif n'est pas de créer de nouveaux programmes mais de renforcer les initiatives en cours et coordonner davantage les efforts mis en œuvre.

« L'ONU traverse une grave crise financière, mais elle doit rechercher les moyens de relancer le soutien aux mesures de développement en faveur de l'Afrique », a déclaré le secrétaire général des Nations Unies, M. Boutros Boutros-Ghali. Pour la première fois dans l'histoire des institutions de l'ONU et de Bretton Woods, les agences des Nations Unies et la Banque mondiale vont travailler ensemble pour gérer les ressources nécessaires à la mise en place de ce programme. Celui-ci sera coordonné par un comité présidé par MM. Gustave Speth, administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et K. Amoako, secrétaire exécutif de

la Commission économique pour l'Afrique. Outre l'éducation et la santé, l'accent sera mis sur la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau potable et la bonne conduite des affaires publiques. L'ONU se propose également de soutenir le processus de paix en Afrique, en accentuant le rôle de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Pour sa part, la Banque mondiale s'est déjà engagée à fournir 15 milliards de dollars afin de financer le volet éducatif du programme.

Une nouvelle ventilation des fonds consacrés à l'aide serait souhaitable, estime Mme Ellen Johnson Sirleaf, directrice régionale pour l'Afrique au PNUD, tant au niveau des gouvernements africains dans le cadre de leurs procédures budgétaires qu'à celui des institutions internationales, car il est peu probable que le programme soit financé par de nouvelles contributions. La « réorganisation » des programmes existants d'aide bilatérale et multilatérale permettra une meilleure utilisation des fonds, souligne pour sa part M. Speth. « Ce qui est fondamentalement nouveau dans cette initiative, c'est la collaboration accrue de la communauté internationale, qui s'est rassemblée autour des priorités de l'Afrique dans une démarche commune », a-t-il confié au *Washington Times*. ■

L'ONU SUR LA VOIE DES REFORMES

Les Nations Unies ont annoncé début avril un plan de réformes administratives et structurelles qui permettra de réduire de 10 % le budget ordinaire de l'Organisation pour 1996-1997. En décembre 1995, l'Assemblée générale avait voté un budget bisannuel de 2,6 milliards de dollars qui, pour la première fois, ne prévoyait pas d'augmentation des dépenses, mesure que Washington avait préconisée non sans énergie. « Le gouvernement Clinton a pris l'initiative de la refonte du système des Nations Unies en vue d'une meilleure efficacité et d'une responsabilité accrue vis-à-vis des Etats membres. Reconnaisant la contribution utile des programmes et des institutions des Nations Unies depuis la se-

conde guerre mondiale, Washington attache une grande importance au renforcement de l'ONU alors que l'Organisation se prépare à relever les défis du XXI^e siècle », indique un communiqué du département d'Etat, tout en soulignant la nécessité de réduire les coûts de fonctionnement de tous les organes des Nations Unies.

Membres du groupe de travail sur la réforme créé au sein de l'ONU en septembre 1995, les Etats-Unis participent à l'élaboration d'un programme économique et social qui doit être présenté dans le courant de l'année à l'Assemblée générale. Washington apporte également une aide aux Nations Unies destinée à améliorer la gestion des activités internationales de maintien de la

paix, dont le budget est trois fois plus lourd que le budget ordinaire. « Les opérations de paix de l'ONU permettent de préserver les cessez-le-feu, faciliter les secours humanitaires et le retour des réfugiés, démobiliser les armées et créer les conditions propices à la réconciliation politique et à la tenue d'élections libres », a affirmé récemment Madeleine Albright, représentante permanente des Etats-Unis à l'ONU.

A la demande du président Clinton, le remboursement des arriérés des Etats-Unis envers l'ONU sera étalé sur une période de cinq ans. La contribution américaine pour 1996 a été fixée à 134 millions de dollars pour le maintien de la paix et à 198 millions de dollars pour les organisations internationales. □

De l'Amérique à l'Afrique : le rôle des radios

Depuis plus de cinquante ans, la Voix de l'Amérique (VOA)* – qui fait partie de l'Agence américaine d'information et de relations culturelles (USIA) – se fait l'interprète de la politique des Etats-Unis à l'étranger et joue un rôle vital dans un monde en évolution constante, non seulement dans le domaine de l'information mais dans la promotion des principes démocratiques et du libre marché. En Afrique, où elle est présente depuis une trentaine d'années, la Voix de l'Amérique est l'une des principales sources d'informations. Plusieurs hauts responsables du gouvernement américain ont souligné l'importance de sa mission dans le continent devant les membres du Sénat.

La VOA a vu son budget réduit de 25% depuis 1994, néanmoins son audience ne cesse de croître en Afri-

que, notamment en Angola, en Ethiopie, au Nigéria et dans les agglomérations urbaines de l'Afrique francophone, a indiqué M. Geoffrey Cowan, directeur de la Voix de l'Amérique. Dans tout le continent, la VOA est une source vitale d'informations en matière de politique, de développement économique, de santé, d'enseignement et de gestion des conflits, mais aussi « un modèle en matière de liberté de la presse ».

De nouveaux programmes pour mieux informer

En 1993, à la demande de M. Joseph Duffey, directeur de l'USIA, la VOA a inauguré une émission en langue cinyanja au Malawi, afin d'informer les Malawiens sur la tenue du référendum qui a abouti à l'instauration du multipartisme dans ce pays. Plus récemment au



Rwanda, des émissions en kirundi et en kinyarwanda programmées afin de contrer la campagne d'incitation à la haine diffusée par certaines radios locales ont contribué à sauver des vies.

Au Nigéria, pays où les droits de l'homme sont bafoués et où les médias électroniques sont contrôlés par les pouvoirs publics, la Voix de l'Amérique, qui diffuse des émissions en anglais et en haoussa, est, avec la BBC, la seule source d'informations crédible, a estimé Geoffrey Cowan. Selon le Prix Nobel de littérature Wole Soyinka, les Nigériens ont appris l'exécution de l'écrivain Ken Saro-Wiwa et de ses huit compagnons ogonis grâce à la VOA.

Depuis mars 1996, dans le cadre d'un projet élaboré avec le concours de l'USIA, de l'USAID et du département d'Etat, une émission, diffusée en portugais en Angola, sert de tribune où sont abordées la gestion des conflits et la réconciliation politique. Cette émission peut « contribuer de manière efficace au processus de paix dans un pays où la démocratie est autant menacée par les restrictions à la liberté de la presse que par un retour éventuel de la guerre civile », a souligné M. Cowan.

Autre initiative prise par la VOA pour refléter les changements survenus dans les pays de la Corne de l'Afrique, la programmation en lan-

* C'est en février 1942 que retentit pour la première fois sur les ondes le célèbre indicatif : This is the Voice of America. Depuis plus d'un demi-siècle, l'objectif fondamental de la VOA est de « dire la vérité, que les nouvelles soient bonnes ou mauvaises ».

Depuis ses studios à Washington, la Voix de l'Amérique – qui a également des bureaux à Abidjan, Nairobi, au Caire et à Johannesburg – émet environ 900 heures d'émissions par semaine en quarante-sept langues pour quelque cent millions d'auditeurs dans le monde. Créée en 1963, la division de l'Afrique de la VOA diffuse des émissions en six langues suivies par vingt millions de personnes, et présente, à raison de 83 heures par semaine, un journal parlé, des programmes de musique, des informations et des entretiens concernant la démocratie, l'économie de marché, les droits de l'homme et le développement. Grâce à des accords de partenariat entre la VOA et plusieurs radios africaines, douze stations privées FM et AM relaient les émissions de la VOA en Afrique subsaharienne.

Après la destruction du relais du Libéria mis à sac en 1991 pendant la guerre civile, la VOA a procédé à une importante modernisation de son réseau et s'est dotée de nouvelles installations au Botswana, au Maroc et à São Tomé et Príncipe. Depuis le 15 mai, un émetteur à ondes moyennes de 600 kW installé à la station de São Tomé permet de diffuser des émissions dans toute l'Afrique.

gue amharique a été légèrement modifiée afin d'y inclure des émissions quotidiennes de quinze minutes en oromigna et en tigrigna. D'autres programmes sont en préparation, en particulier une série d'émissions portant sur le règlement des conflits, qui sera en partie financée par la Carnegie Corporation, et une autre concernant la santé infantile, élaborée avec l'aide de l'USAID.

Radio et démocratisation

Les diplomates américains en poste dans trente-cinq pays d'Afrique subsaharienne contribuent à promouvoir la création et le développement de stations de radio indépendantes. Grâce à ces efforts, la VOA a conclu des accords avec de nombreuses stations de radio locales, notamment au Burkina, au Libéria, à Madagascar, au Mali, à Maurice, au Mozambique, au Niger, en Ouganda, au Sénégal, en Sierra Léone et en Zambie. Selon M. Thomas Hull, directeur du Bureau pour l'Afrique de l'USIA, «l'indépendance d'une radio ne garantit pas le maintien de la démocratie, comme on a pu le constater récemment au Niger, mais aucun régime démocrati-

que ne peut s'épanouir sans des organes de presse indépendants».

L'USIA a un rôle consultatif important auprès des dirigeants africains confrontés au fardeau financier que représentent les radios d'Etat et aux pressions politiques en faveur de leur privatisation. Les spécialistes américains offrent des conseils utiles dans des domaines spécifiques comme la modification de la législation conférant le monopole de la radiodiffusion à l'Etat et la création d'organes de réglementation chargés de gérer le spectre des fréquences et d'accorder des licences d'exploitation.

Un instrument de développement

Moyen fiable de communication permettant de toucher un grand nombre d'auditeurs, en particulier dans les régions rurales, la radio est pour l'USAID un outil privilégié d'information et d'enseignement, a affirmé Mme Carol Peasley, administrateur adjoint de l'USAID pour l'Afrique, et l'Agence a souvent collaboré avec la VOA à la production d'émissions radiophoniques.

Outre des programmes d'ensei-

gnement de l'anglais, l'USAID a financé plusieurs actions de communication dans le domaine social. Ainsi, au Lesotho, une campagne radiodiffusée a permis de promouvoir la thérapie de réhydratation orale, dont l'utilisation est passée de 39 à 60%. L'USAID a également participé à la mise en place de stations radiophoniques ayant une programmation adaptée aux besoins des collectivités locales. En Afrique du Sud, l'Agence apporte son concours au People's Communication Group, une organisation locale qui a recours à la radio pour encourager la participation des citoyens à la vie politique et animer des débats sur l'éducation civique.

En outre, la radio s'est révélée particulièrement utile à l'USAID lors de ses missions humanitaires pour informer les populations sur les centres de distribution de vivres et leur éventuelle réinstallation. De nombreux communiqués ont également été diffusés à l'intention des personnes déplacées durant la guerre civile au Mozambique, pour promouvoir la consommation de blé au Libéria et pour lutter contre les messages extrémistes au Burundi. ■

La formation des journalistes

Depuis 1983, la Voix de l'Amérique a assuré la formation de quelque trois cents professionnels et responsables de la radio et de la télévision, pour la plupart aux Etats-Unis. Tout en mettant l'accent sur les aspects techniques du métier, les nombreux stages et séminaires mis en place par la VOA visent à promouvoir la liberté de la presse.

Grâce à un programme établi en 1988 par le Centre international de formation de la VOA et le Collège Elizabethtown en Pennsylvanie, de jeunes journalistes d'Afrique australe peuvent étudier aux Etats-Unis et obtenir un diplôme de journalisme en deux ans. Plusieurs séminaires sur les techniques de vente et de gestion et la maîtrise des nouvelles technologies sont en outre proposés aux responsables des radios privées et publiques.

Des programmes de formation ont également été mis en place, avec la participation financière de l'USAID, au sein des collectivités locales, notamment en Angola, à Madagascar et en Tanzanie.

L'USIA envoie aussi de nombreux spécialistes des médias dans les pays africains pour animer des ateliers et des conférences. A la requête du président Konaré du Mali, un atelier a été organisé sur l'égalité d'accès aux médias des différents candidats aux élections. En Afrique de l'Ouest, un séminaire proposé par l'USIA sur le reportage économique a abouti à la création de l'Association régionale des journalistes économiques.

En Angola, la VOA et l'USAID collaborent afin d'initier les journalistes de radio à présenter des informations sur les moyens de résoudre les conflits de manière pacifique.

Pour une presse libre et compétente

Dans tout processus de démocratisation, il est fondamental que des opinions divergentes puissent se faire entendre par le biais d'une presse libre et compétente. A l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, plusieurs représentants des médias américains ont exhorté la communauté internationale à appuyer les principes de la liberté de la presse, notamment dans les pays où ce droit est loin d'être acquis, et ont passé en revue les moyens de sensibiliser les pouvoirs publics et l'opinion sur le rôle des journalistes dans les jeunes sociétés démocratiques.

« Nous pouvons aider les journalistes africains à améliorer leurs compétences professionnelles tout en protégeant ceux qui sont harcelés par leur gouvernement », a indiqué Mme Joan Mower, coordonnatrice des programmes internationaux de Freedom Forum. Avec un budget de près de 800 millions de dollars, la fondation Freedom Forum, qui a son siège à Arlington (Virginie), est l'une des plus importantes organisations de défense de la liberté de la presse dans le monde. Son président, M. Al Neuharth, ancien directeur de la Gannett Company et fondateur du quotidien *USA Today*, est un ardent défenseur de la promotion des minorités et des femmes dans le journalisme.

Souhaitant renforcer sa présence en Afrique, Freedom Forum a annoncé la création d'un centre de la presse à Johannesburg, qui accueillera une conférence sur les médias en novembre prochain. La protection des journalistes, principal thème d'action de Freedom Forum en 1996, sera également à l'ordre du jour de la conférence, en particulier les dangers auxquels les journalistes

sont exposés en Afrique. Accusé de sédition et de diffamation pour avoir publié des articles sur la corruption dans le gouvernement zambien, M. Fred M'Membe, directeur du journal *The post*, a réussi à éviter l'emprisonnement jusqu'à présent, a souligné Joan Mower, grâce en partie à l'intervention de Freedom Forum, du MISA (Institut des médias d'Afrique australe) et du Comité de protection des journalistes (CPJ). Lors de son séjour à Washington en décembre dernier, Fred M'Membe a témoigné devant les caméras de la télévision américaine de la vulnérabilité des journalistes en Afrique. « Ce type d'action que nous pouvons mener en faveur de la liberté de la presse fait totalement défaut dans le continent africain », a fait observer Mme Mower.

Les centres de Freedom Forum à l'étranger fournissent un soutien moral et financier aux journalistes qui souhaitent démarrer certains projets, et plusieurs stages de formation leur sont proposés, notamment l'utilisation des services bibliothécaires et des réseaux d'information comme Internet. La Fondation ayant récemment élargi son programme de bourses d'études aux journalistes africains, trois d'entre eux seront accueillis par l'université de Caroline du Nord, l'université de California State à Fullerton et l'université de Caroline du Sud. Par ailleurs, en collaboration avec le Centre international des journalistes (ICF), Freedom Forum ouvrira un bureau central qui servira de point d'information sur les questions relatives à la presse africaine.

Les Etats-Unis, où la liberté d'opinion est une tradition de longue date, peuvent apporter un soutien concret aux nations en développement. Selon M. Stuart Auerbach du

Washington Post et membre de l'association Alfred Friendly – organisme qui parraine la visite de journalistes étrangers aux Etats-Unis – « les connaissances acquises et les relations professionnelles établies par ces journalistes pendant leur séjour les aident à continuer la lutte pour une presse libre et dynamique dans leur pays ». L'objectif « n'est pas de montrer que les journalistes américains sont plus compétents, a pour sa part déclaré M. Jim Rowe, de l'Institut mondial de la presse, c'est de montrer les mérites et les imperfections du journalisme tel qu'il est pratiqué aux Etats-Unis ».

Le nombre de journalistes et d'organes de presse indépendants a pratiquement doublé en l'espace de dix ans, a souligné M. William Orme, directeur général du CPJ, « mais les journalistes sont encore trop souvent confrontés à des représailles, celles-ci allant de simples poursuites pour diffamation à des tentatives d'assassinat ». La pression de la communauté internationale en faveur des journalistes peut être efficace, et le CPJ – organisation apolitique ayant son siège à New York et qui dénonce depuis 1981 les mauvais traitements dont sont victimes les professionnels de la presse – encourage les gouvernements à inscrire la liberté de la presse au nombre de leurs objectifs prioritaires.

Autre association luttant contre la censure et le contrôle des médias par l'Etat, le Comité mondial pour la liberté de la presse (WPF), créé en 1976, regroupe une trentaine d'organismes américains et étrangers. Son action s'appuie sur la charte de la liberté de la presse, signée en 1987 par trente-quatre pays et approuvée par l'UNESCO. ■

Des bibliothécaires africains à New York

Dans le cadre des activités qui ont marqué le centenaire de la Bibliothèque municipale de New York (BMNY), les conservateurs de cinquante grandes bibliothèques de vingt-six pays, dont le Ghana, l'Afrique du Sud, le Nigéria et le Kenya, ont participé à un colloque international sur les stratégies des bibliothèques pour le XXI^e siècle. Réunis pendant deux jours à New York, des bibliothécaires d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe se sont penchés avec leurs homologues américains ainsi que des spécialistes des technologies des communications sur les problèmes auxquels sont confrontées les bibliothèques des pays en développement. Outre l'insuffisance des crédits, les principales préoccupations des responsables africains concernent l'organisation de la communication, l'établissement d'un réseau de contacts avec d'autres bibliothèques ainsi que l'amélioration des possibilités de recherche par un accès direct au réseau Internet.

Pour M. Paul LeClerc, président de la BMNY, ce colloque était une première réunion importante qui permettra de constituer un groupe international de responsables de bibliothèques déterminés à œuvrer de concert pour élargir l'accès à leurs collections.

Soulignant le rôle traditionnel des bibliothèques en tant que lieux de

réunion et centres culturels, M. Paul Horn, directeur de recherche de la société IBM, a fait remarquer qu'elles devront s'adapter aux nouvelles techniques de l'information afin de faciliter l'acquisition et la transmission des connaissances. «Les bibliothèques, comme toutes les autres institutions, sont appelées à entrer dans l'âge de l'information. La diminution constante des coûts de l'informatisation facilitera cette transformation. En se dotant de réseaux informatiques, ces établissements joueront de plus en plus un rôle de coordonnateur de l'information.»

Sans l'Afrique, le monde n'est pas complet

«Notre présence à New York nous donne le sentiment que nous sommes moins isolés du reste du monde et que l'on nous prend au sérieux. C'est le début d'une période d'échanges,» a affirmé pour sa part Mme Christine Kisiedu, directrice depuis 1993 de la Bibliothèque Balme de l'université du Ghana, à Legon.

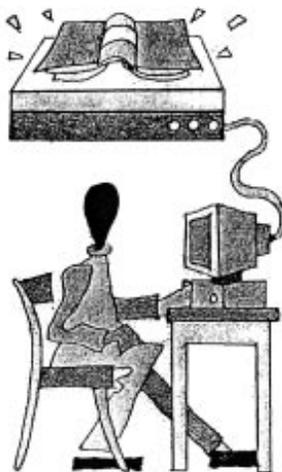
La bibliothèque, qui a signé un projet important avec la Banque mondiale visant à faciliter le raccordement du Ghana au réseau

Internet, coordonne plusieurs établissements autonomes au sein de l'université du Ghana. Parmi les projets de modernisation figurent l'installation de lecteurs de CD-ROM et d'un service de messagerie électronique ainsi que la mise en place

d'un programme général d'informatisation.

Les pays africains font des efforts pour réduire la pauvreté, devenir des partenaires commerciaux sérieux et consolider les nouvelles démocraties, fait remarquer Mme Kisiedu. «Si nous n'entrons pas dans l'âge de la communication, nous serons encore plus marginalisés.» Outre le Ghana, deux autres pays – le Nigéria et le Kenya – ont pris l'initiative d'informatiser leurs bibliothèques afin de leur permettre de mieux informer les populations et de jouer un rôle dans la démocratisation.

Le rôle des bibliothèques dans le renforcement des nouvelles démocraties a également été évoqué par le directeur de la Bibliothèque nationale d'Afrique du Sud à Prétoria, M. P.J. Lor. «La réorganisation des universités et des institutions publiques après l'abolition de l'apartheid et la mise en place d'un régime démocratique ont exigé un nouvel ordre de priorités pour satisfaire les besoins des populations en matière d'enseignement, de santé et d'emploi. Nous avons montré que les bibliothèques avaient un rôle à jouer dans le développement national.» Depuis le démantèlement de l'apartheid, M. Lor a rencontré plusieurs de ses confrères africains. «Les obstacles ont maintenant disparu, et les bibliothèques ont accès à toutes les ressources de la région.» Toutefois, en Angola et au Mozambique, pays détruits par la guerre, et au Zimbabwe, durement touché par les réformes économiques, les bibliothèques ne constituent pas des priorités, a-t-il ajouté. ■



LIVRES

Samuel P. Huntington

TROISIÈME VAGUE

Les
démocratisations
de la fin du
XX^e siècle

NOUVEAUX
HORIZONS

TROISIÈME VAGUE

Les démocratisations de la fin du XXe siècle

Samuel P. Huntington

Nouveaux Horizons

«Extrêmement précieux pour les dirigeants du Tiers Monde (...), cet ouvrage éclairera aussi tous les diplomates et hommes d'Etat préoccupés du sort des anciens pays communistes, des nations en voie de développement et des jeunes démocraties. Huntington offre un cadre clair, logique et rigoureux pour comprendre l'amorce du processus de démocratisation, un modèle pour en assurer la réussite et une analyse tant des risques de régression que des chances de consolidation et de progrès de la démocratie dans les Etats-nations.»

Edwin Corr, professeur de science politique à l'université d'Oklahoma.

«L'apport majeur de cet ouvrage tient au fait que l'auteur propose aux acteurs politiques des stratégies aussi bien pour renverser les régimes autoritaires que pour renforcer les régimes démocratiques. Le ton est franchement didactique. Huntington ne se contente pas de décrire le passé, mais cherche passionnément à en tirer des leçons au profit des réformateurs démocrates.»

Myron Weiner, directeur du Center for International Studies au Massachusetts Institute of Technology.

SUR LES TRACES DE MACHIAVEL

Comment gérer les conflits

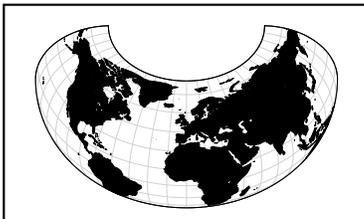
Roger Fisher, Elizabeth Kopelman,

Andrea Kupfer Schneider

Nouveaux Horizons

«Tous ceux qui tentent de résoudre les conflits – ou de les comprendre – trouveront dans ce livre les conseils avisés dont ils ont précisément besoin.»

Jimmy Carter



Sur les traces de Machiavel

COMMENT GERER LES CONFLITS

ROGER FISHER

**Elizabeth Kopelman
Andrea Kupfer Schneider**

NOUVEAUX
HORIZONS

«Ce livre utile et concret offre le type même d'idées qui nous ont permis de nous entendre malgré nos divergences.»

Cyril Ramaphosa et Roelf Meyer, chefs respectifs de la délégation de l'ANC et de la délégation gouvernementale pour l'établissement d'un projet de constitution en Afrique du Sud.

«Voici une suite digne de *Comment réussir une négociation*. Roger Fisher et ses collaborateurs ont rédigé un manuel incisif, provocant et merveilleusement lisible à l'usage des négociateurs internationaux.»

Richard H. Ullman, professeur de relations internationales à Princeton.



L'AMOUR BLUES

Un roman de Arthur
Flowers

Editions Balland (France)
Nouveaux Horizons
(Afrique)

Je suis un Flowers, du clan des Flowers du Delta, lignée O'Killen. Je suis vaudou, je suis griot, je suis homme de pouvoirs. Mon histoire est une histoire vraie [...] une belle histoire du delta qui parle d'un pianiste fou de blues et d'une sorcière de l'Arkansas en mission vaudoue. Lucas Bodeen et Melvina Dupree. Me propose de

vous montrer comment ils ont découvert LE bon truc. L'amour vrai. Celui qu'arrive qu'une seule fois. Peu de gens le trouvent, le bon truc; la plupart se débrouillent avec la vie: on peut apprendre à aimer quasi n'importe qui, tant que c'est des gens bien. Et en vérité, c'est sans doute mieux ainsi, car quand tu tombes sur l'amour vrai mon ami, c'est strictement à la vie à la mort.

Arthur Flowers est lui-même chanteur de blues. L'amour blues est son deuxième roman. «Au travers de cette oeuvre envoûtante, M. Flowers a su entremêler le rythme du blues et le lyrisme des voix du Sud profond», écrivait le *New York Times*. «Une fable où la tradition orale afro-américaine trouve l'une de ses plus belles expressions», soulignait Terry MacMillan, l'auteur de *Où sont les hommes ?*

ARTHUR FLOWERS

L'amour blues

roman

NOUVEAUX
HORIZONS

BALLAND